**Convention de partenariat et de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie des Eaux du Pays d'Aix
pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement des squats et bidonvilles**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Aix-Marseille-Provence

58, boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE

représentée par sa Présidente, Madame Martine Vassal, ou son représentant, dûment habilitée à signer la présente convention.

ci-après désigné **« la Métropole »**

ET

La Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA) ;

185 Avenue de Pérouse
13100 Aix-en-Provence

représentée par son Directeur général, Monsieur François Laurent, dûment habilité

par délibération du Conseil d'administration en date du 19 décembre 2024,

ci-après désignée **« la REPA »**

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence avec près de 2 millions d'habitants présente d'importantes fragilités sociales. Le niveau de pauvreté y reste élevé avec près de 20 % des ménages métropolitains qui vivent sous le seuil de pauvreté.

De nombreux sites précaires encore non raccordés ou insuffisamment raccordés au réseau d'eau potable ou à des services d'assainissement décents ont été identifiés.

Sous l'impulsion du Préfet à l'Egalité des Chances, la Métropole a donc souhaité inclure dans son Plan pauvreté avec l'Etat en 2023 puis son Pacte des Solidarités en 2024, une démarche

nouvelle d'accès à l'eau potable et à l'assainissement des squats et bidonvilles, répondant ainsi aux enjeux de respect de la dignité humaine, de salubrité publique, de préservation des ressources naturelles et de prévention des risques.

Au-delà de l'approche sociale, la démarche répond aussi au nouveau cadre juridique posé par l'ordonnance du 22 décembre 2022 relative à l'accès et à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et au décret du 29 décembre 2022 relatif à l'amélioration des conditions d'accès de tous à l'eau destinée à la consommation humaine.

La loi prévoit en effet que désormais *"toute personne physique a accès quotidiennement à son domicile ou à défaut à proximité de son domicile ou de son lieu de vie, à une quantité suffisante d'eau destinée à la consommation humaine"*.

Le dispositif permet à la Métropole, via un conventionnement avec des associations spécialisées dans le domaine de l'action sociale, de créer ou d'améliorer l'accès à l'eau potable de certains sites (squats, bidonvilles), de maîtriser les consommations d'eau, de prendre en charge le paiement des factures d'eau mais également de créer ou réhabiliter des infrastructures sanitaires et de distribuer des kits pour l'hygiène.

L'Etat soutient financièrement le dispositif et la Direction départementale de l'emploi du travail et de la solidarité (DDETS) des Bouches-du-Rhône, qui pilote depuis plusieurs années une stratégie locale en faveur de la résorption des bidonvilles, participe aux comités de travail et aux instances.

La démarche, initiée sur le périmètre de Marseille (200 000 euros en 2023 et 300 000 euros en 2024), doit s'étendre maintenant à l'ensemble du territoire de la Métropole y compris sur les communes de la Régie des Eaux du Pays d'Aix.

C'est la raison pour laquelle la Métropole s'est rapprochée de la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA) afin qu'elle participe au dispositif.

La présente convention vise à déterminer les modalités pratiques de cette collaboration.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- le montant de la participation financière annuelle de la REPA ;
- les modalités de versement des sommes allouées ;
- les modalités d'appui de la REPA en matière d'apport d'expertise.

ARTICLE 2 : ENTREE EN VIGUEUR, DUREE DE LA CONVENTION, MODIFICATION

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans à compter de sa notification.

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION

La Métropole conventionne avec des associations spécialisées dans le domaine de l'action sociale, afin de créer ou d'améliorer l'accès à l'eau potable de certains sites (squats, bidonvilles), de maîtriser les consommations d'eau, de prendre en charge le paiement des factures d'eau mais également de créer ou réhabiliter des infrastructures sanitaires et de distribuer des kits pour l'hygiène.

Afin de participer financièrement au dispositif, la REPA s'engage à verser chaque année la somme de 10 000 € HT soit 12 000 € TTC à la Métropole à hauteur de 70 % sur le budget de l'eau et 30 % sur celui de l'assainissement.

Le versement sera effectué par mandat administratif et réglé par le comptable public de rattachement de la REPA dans les 30 jours après le dépôt du titre de recettes établi par la Métropole et déposé sur le portail Chorus Pro et il sera effectué chaque année au plus tard le 30 juin.

La Métropole transmettra annuellement à la REPA un bilan technique et financier des actions engagées.

ARTICLE 4 : MODALITES D'APPORT D'EXPERTISE DE LA REPA

La Métropole sollicitera en cas de besoin la REPA pour apporter sa collaboration afin :

- d'apporter un appui technique à la Métropole dans le cadre de l'instruction des dossiers (plan des réseaux, possibilité de raccordement,...) ;
- de participer à des réunions.

ARTICLE 5 : RESILIATION OU MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les parties.
Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.
Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 6 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 31 rue Jean-François Leca 13235 MARSEILLE Cedex 02.

Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait, le

Pour la Régie des Eaux du Pays d'Aix

Pour la Métropole

**Le Directeur
François LAURENT**

**La Présidente
Martine VASSAL**